

Liz Thompson, ancien Ministre de l'énergie et de l'environnement de la Barbade, a été nommée Champion de la Terre 2008 par le PNUE. Cette récompense est attribuée chaque année à des personnalités éminentes du secteur de l'environnement ayant exercé une forte influence au niveau de la protection et de la gestion durable de l'environnement de la planète.

Chaque numéro de *Notre Planète* présente les vues de l'un des Champions de la Terre du PNUE. Pour plus de détails, consultez le site <http://www.unep.org/champions/>



le paradis retrouvé

par Liz Thompson

Dans son poème épique « *Le paradis perdu et Le paradis retrouvé* », John Milton envisage l'existence d'un paradis que l'on perd et que l'on retrouve. Il se place, bien sûr, au plan spirituel, mais l'on peut fort bien transposer l'idée de paradis perdu à une planète ravagée par les dommages que les changements climatiques pourraient causer à l'écologie et à l'économie mondiales. Et c'est dans les petits Etats insulaires en développement que ces dommages risquent le plus de se concrétiser. Leur taille, leur population et leur base de ressources naturelles restreignent leur capacité de production, les rendant particulièrement vulnérables aux problèmes environnementaux et aux chocs économiques. Ils seront les premières victimes des changements climatiques.

On assimile souvent les îles des Caraïbes à la carte postale parfaite du paysage paradisiaque. Mais on ne s'imagine pas à quel point le changement climatique menace de déformer voire de détruire cette image idyllique des îles en endommageant le milieu physique, en sapant le développement économique et en compromettant à tout jamais la qualité de vie de ses habitants. Heureusement, malgré la gravité de la menace, il existe une solution pour retrouver le paradis. Elle consiste à réduire les émissions de gaz à effet de serre (et, ce faisant, à réduire notre empreinte carbone et notre empreinte écologique) et à poursuivre une industrialisation et un développement économique et social durables fondés sur des ressources renouvelables illimitées, et non sur des combustibles fossiles limités, onéreux et de moins en moins accessibles.

Le *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement humain nous rappelle que le changement climatique est le problème critique du développement humain pour notre génération, ajoutant que si la crise peut encore être évitée, ce sera d'extrême justesse. La situation semble presque désespérée, d'autant que l'issue de la Conférence de Copenhague, censée aboutir à un nouvel accord remplaçant les engagements pris au titre du Protocole de Kyoto, demeure très incertaine.

Incroyablement, les décideurs et les négociateurs continuent de s'attarder sur les nuances idiomatiques, l'insertion de parenthèses et autres signes de ponctuation – tout cela au nom de la protection de l'intérêt national. Pour beaucoup, il s'agit là d'intérêts obscurs, abstraits et risquant fort de bientôt devenir superflus à moins que la communauté mondiale ne convienne de cibles strictes et chiffrées, assorties de calendriers précis visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour les petits Etats insulaires en développement, c'est là un impératif car les dangers écologiques et économiques qui les menacent ne seront en rien amoindris par le réchauffement mondial de deux degrés qui semble faire l'objet d'un consensus de plus en plus large. Au niveau de réchauffement actuel de 0,7 degré. Ces petits Etats sont à la limite de la survie. Une augmentation supplémentaire de 1,3 degré les fera basculer dans la crise.

Les petits Etats insulaires en développement des Caraïbes — qui font tout leur possible pour parvenir à un développement durable, malgré leur responsabilité minimale dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre — se sont fixés des objectifs en matière d'utilisation des technologies des énergies renouvelables. Ils savent que leur généralisation rapide jouera un rôle critique pour réduire les émissions et instaurer un développement durable. Les objectifs retenus quant à la proportion des énergies renouvelables diffèrent selon les îles, mais ils se situent en général entre 15 % et 30 % du bouquet énergétique d'ici à 2020. Plusieurs projets d'énergies renouvelables ont été mis en place, d'autres sont en cours de préparation, souvent grâce à l'appui du Programme caribéen de développement des énergies renouvelables — créé à l'initiative des Ministres de l'énergie de la Communauté des Caraïbes pour lever les obstacles qui s'opposent à l'utilisation accrue des énergies renouvelables et réduire la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles tout en contribuant à la diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Le développement des Caraïbes peut reposer sur les énergies renouvelables. Plusieurs initiatives en cours marquent le pas dans cette direction : la Jamaïque possède un parc éolien certifié par le Mécanisme pour un développement propre et les entreprises de service public de la Barbade, du Guyana, de la Grenade et de la Dominique s'approprient à exploiter l'énergie éolienne. En Jamaïque, l'hydroélectricité et la cogénération à base de bagasse et de biomasse sont en cours d'expérimentation et le mélange carburant-éthanol est déjà disponible. Certaines îles procèdent à la récupération des gaz de décharge; d'autres

prennent des mesures pour leur emboîter le pas. Saint-Kitts-et-Nevis s'intéresse à l'énergie géothermale. La politique énergétique nationale de la Barbade pour 2007 autorise les particuliers et les entreprises à fournir au réseau national de l'électricité provenant de sources renouvelables. La Barbade utilise déjà les chauffe-eau solaires produits par une industrie locale bien établie. Il s'agit du premier fournisseur de chauffe-eau solaires aux autres îles des Caraïbes; l'un des fabricants nationaux vient même d'installer une usine au Nigéria. Tirant profit de ses vastes ressources en terre et en eau, le Guyana développe les biocarburants et l'utilisation de la bagasse, et s'achemine vers la production hydroélectrique. Enfin, on envisage de plus en plus sérieusement d'exploiter la différence de température entre la surface et le fond de la mer des Caraïbes en convertissant l'énergie thermique des océans.

Il est indispensable que la communauté internationale participe plus activement aux efforts déployés par les petits Etats insulaires en développement des Caraïbes. Les pays développés, qui sont les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, n'ont jamais vraiment respecté leur engagement de dégager des ressources financières et techniques adéquates en vue d'aider les pays pauvres, en particulier les petits Etats insulaires en développement, à réaliser l'objectif d'un développement économique et social durable. La lancée des pays caribéens vers les énergies renouvelables pourra créer un avantage compétitif en leur faveur grâce au développement de technologies qui pourront être absorbées par l'économie mondiale, qui accélère l'amélioration de la qualité de vie. L'utilisation des énergies renouvelables génère des revenus, réduit notre empreinte carbone, diminue notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles, économise les devises étrangères nécessaires à l'achat des produits pétroliers et surtout permet de réaliser un développement durable. L'expérience triomphante que connaît le Brésil avec l'emploi du carburant à l'éthanol illustre l'ensemble de ces avantages.

Selon les organisations régionales, l'importation de 100 millions de barils de pétrole dans les pays caribéens a représenté en 2004 un coût de 6,5 milliards de dollars, une somme exorbitante pour les petits Etats insulaires en développement de cette région, déjà confrontés à la hausse des prix des denrées alimentaires et à une part réduite dans le commerce mondial. Le remède prescrit porte le nom d'Accord PetroCaribe. Cet accord permet de différer de 25 ans le paiement de 60 % du pétrole acheté à un taux d'intérêt maximal de 2 % par an. Toutefois, à défaut de prévoir le financement ou de définir une stratégie et un calendrier de mise en œuvre précis pour l'introduction des technologies des énergies renouvelables, les Etats caribéens signataires de l'Accord PetroCaribe vont s'enliser dans une dette toujours plus lourde dont ils auront beaucoup de mal à sortir. Les chiffres concernant Antigua-et-Barbuda illustrent parfaitement les risques encourus. En 2007, la population du pays s'élevait à 70 000 habitants et le produit national brut (PNB) à 1 milliard de dollars. Entre mi-2006 et mi-2007, la dette accumulée au titre de PetroCaribe avait atteint 44,1 millions de dollars. En décembre 2007, le volume de la dette que douze pays caribéens et quatre pays d'Amérique centrale avaient contractée auprès du Venezuela pour l'achat de pétrole dans le cadre de l'accord s'élevait à 1,17 milliards de dollars. Comment rembourser cette somme colossale?

Le Venezuela est partie à plusieurs différends frontaliers maritimes dans la région et certaines îles endettées des Caraïbes orientales s'approprient à lui donner accès à leur espace maritime pour y mener des activités d'exploration pétrolière. Revendiqueront-elles ces ressources pétrolières offshore ou les offriront-elles en échange de la dette? Cela pourrait permettre au Venezuela d'assoir ses droits et de revendiquer sa souveraineté ou bien d'exercer son influence sur la gestion des ressources en hydrocarbures de plusieurs de ces îles. Au delà des facteurs écologiques et économiques qui militent en faveur de l'introduction immédiate des énergies renouvelables à l'échelle mondiale, on peut soutenir que les considérations d'ordre géopolitique imposent également aux pays développés d'aider les petits Etats insulaires en développement des Caraïbes à établir un Fonds pour les énergies renouvelables consacré au financement de la recherche, du développement et de l'utilisation des technologies des énergies renouvelables, qui permettra de transformer et de protéger la société caribéenne.

Allons-nous perdre le paradis ou allons-nous enrayer la crise du climat et retrouver le paradis perdu? C'est à nous, et à nous seuls, qu'il appartient de retenir le paradis. Copenhague approche et il nous faut prendre les décisions et les mesures qui s'imposent pour lutter contre les changements climatiques. 